

ECONOMIE samedi 16 juillet 2011

Après le test de ses banques, l'Europe convoque un nouveau sommet de crise

Sébastien Dubas

> **Zone euro Neuf établissements européens manquent de fonds propres**

> **La Grèce sera au centre des discussions prévues le 21 juillet**

«Les résultats sont rassurants pour l'Italie puisque son système bancaire semble être plus solide que prévu.» François Savary, responsable des investissements à la banque Reyl & Cie, s'est réjoui qu'aucune banque italienne n'ait échoué au test de résistance mené par l'autorité bancaire européenne (EBA). Publié vendredi, son résultat sera utilisé lors du sommet européen extraordinaire du 21 juillet consacré à la crise de la dette. Une réunion convoquée hier soir par le président de l'Union européenne Herman Van Rompuy.

Sur les 90 établissements passés au crible, pesant 65% du secteur bancaire européen, neuf ont un ratio de solvabilité des fonds propres de base (Core Tier 1) jugé insuffisant – soit moins de 5% – pour faire face à un éventuel choc extérieur sur les marchés constate l'EBA. Par ailleurs, seize autres établissements ont réussi de justesse leur examen de passage avec un taux établi entre 5 et 6%.

Parmi les mauvais élèves, on retrouve cinq banques espagnoles (les caisses d'épargne Caja Mediterraneo, CatalunyaCaixa, Unnim et CajaTres, et Banco Pastor), deux grecques (ATE et EFG Eurobank), une autrichienne (Volksbank). Il faut y ajouter l'allemande Helaba, qui a refusé jeudi de faire partie de l'échantillon. Selon l'EBA, ces établissements auront besoin de 2,5 milliards d'euros pour se renforcer. «Ce chiffre est trop faible, explique François Savary en rappelant que les agences estimaient les besoins des banques européennes en capitaux à 250 milliards et les analystes à 30 milliards.»

Fondée à la fin 2010, l'EBA supervisait pour la première fois ce test de résistance. Pour que les banques en difficulté ne puissent passer entre les mailles de son filet comme ce fut le cas l'année dernière – deux banques irlandaises n'avaient pas été testées avant de devoir être secourues par l'Etat irlandais –, l'EBA a opté pour «un scénario plus sévère qu'en 2010». Il repose sur une récession d'une durée de deux ans avec une contraction de l'économie de la zone euro de 0,5% pour 2011 et 0,2% pour 2012, une chute du marché des actions de 15% et une aggravation de la crise de la dette en Europe. S'y ajoute un défaut sur 25% des titres à dix ans de l'Etat grec.

Pour François Savary, il ne faut cependant pas trop attendre de ces tests de

résistance qui représentent «une image du système bancaire qui n'est plus d'actualité». Nicolas Véron, économiste de l'Institut Bruegel à Bruxelles, confirme que «le scénario est en retard par rapport aux événements. [...] Différencier les banques saines et moins saines aurait été utile il y a deux ans, explique l'économiste, mais aujourd'hui, le problème principal est celui de la solvabilité des Etats.»

Les spécialistes se félicitent toutefois de la publication d'un grand nombre d'informations. «Le rapport de l'EBA représente un précédent très intéressant, commente Nicolas Véron, car les grandes institutions financières ont pour habitude de ne pas donner assez d'informations sur les risques qu'elles prennent.» Le rapport montre ainsi que 67% de la dette grecque est détenue par des banques grecques, 9% par des banques allemandes et 8% par les banques françaises. «Contrairement à ce qui se disait, tout le monde ne possède pas de la dette grecque», ajoute François Savary.

öLes banques centrales satisfaites. Page 16